

---

# Le Canada dans le monde

---

Énoncé du gouvernement :  
sommaire et extraits



---

Canada

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01045332 5

DOCS

CA1 EA 95657s EXF

c.2

Canada in the world : government  
statement. Summary and excerpts. --

66143976

---

## LE CANADA DANS LE MONDE : SOMMAIRE

Le monde évolue rapidement. L'influence des nations repose de plus en plus sur la solidité des relations économiques, tandis que les questions de sécurité, dont certaines émanent d'un ordre nouveau, nous posent toujours des défis. Notre succès dans ce monde se mesurera à notre capacité, en tant que société, de concentrer efficacement nos efforts internationaux dans un esprit d'entreprise commune.

- le Canada occupe une position de leader parmi les sociétés ouvertes, avancées, qui ont de plus en plus d'influence dans le monde alors que le pouvoir mondial se disperse et se définit de plus en plus en termes économiques;
- la position géographique du Canada lui donne un avantage important alors que de nouveaux pôles de pouvoir économique et politique émergent dans la région du Pacifique et en Amérique latine;
- l'héritage culturel du Canada lui donne un accès privilégié aux mondes anglophone et francophone, de même qu'aux patries d'origine de Canadiens originaires du monde entier qui lui confèrent sa personnalité multiculturelle;
- Le Canada peut faire avancer ses intérêts globaux par son rôle actif au sein de tous les regroupements internationaux clés, par exemple en étant l'hôte du G-7 cette année et du sommet de l'APEC en 1997;
- L'histoire du Canada comme puissance non coloniale, champion du multilatéralisme constructif et médiateur international efficace, étaye un rôle important et distinctif parmi les nations qui essayent de bâtir un ordre nouveau et meilleur.

Le Canada est ainsi dans une position privilégiée pour influencer le changement et bénéficier d'ouvertures alors que nous approchons de la fin du XXème siècle. Le gouvernement usera de cette influence de façon responsable afin de protéger et promouvoir les valeurs et les intérêts du Canada dans le monde.

Les nombreuses consultations menées auprès des Canadiens montrent clairement qu'ils veulent maintenir leur participation active aux affaires mondiales, tout en reconnaissant nos contraintes financières. Pour répondre aux aspirations des Canadiens et pour relever les défis posés par un monde en évolution, le gouvernement mènera une politique étrangère visant la réalisation de trois objectifs clés :

- **LA PROMOTION DE LA PROSPÉRITÉ ET DE L'EMPLOI;**

- 
- **LA PROTECTION DE NOTRE SÉCURITÉ DANS UN CADRE MONDIAL STABLE; ET**
  - **LA PROJECTION DES VALEURS ET DE LA CULTURE CANADIENNES.**

Ces objectifs *interdépendants et complémentaires* guideront nos décisions sur les priorités et sur l'allocation des ressources.

- **La promotion de la prospérité et de l'emploi est au coeur du programme d'action du gouvernement.** Les marchés étrangers offrent d'énormes possibilités aux Canadiens : nous pouvons affronter résolument nos plus sérieux concurrents à l'échelle internationale. Pour aider les Canadiens à cet égard, le gouvernement s'efforcera d'édifier un cadre de politique économique nationale complémentaire, d'obtenir un meilleur accès aux marchés étrangers pour nos biens et nos services, de renforcer l'ensemble de règles transparentes, équitables et prévisibles qui régissent le commerce et l'investissement internationaux, et de donner les moyens de garantir que les firmes canadiennes peuvent tirer avantage des débouchés à l'étranger.

Le gouvernement s'efforcera aussi de promouvoir la prospérité mondiale. La prospérité des autres est, à bien des égards, à notre avantage. Elle contribue au renforcement de la stabilité internationale et permet de progresser sur la voie du développement durable. Des pays plus prospères pourront s'engager dans des partenariats économiques plus matures et mutuellement avantageux avec le Canada, s'ouvrir davantage à nos valeurs et participer ainsi plus activement à l'édification du système international

- **La promotion de la paix dans le monde comme clé de la protection de notre sécurité demeure un élément central de notre politique étrangère.** La stabilité et la sécurité sont des conditions préalables à la croissance et au développement économiques. Mais les menaces à la sécurité sont maintenant plus complexes qu'auparavant. Plusieurs questions qui transcendent les frontières — migrations massives, criminalité, maladies, détérioration de l'environnement, surpopulation et sous-développement — ont maintenant des incidences sur la paix et la sécurité au niveau régional ou mondial.

Notre propre sécurité, y compris notre sécurité économique, est de plus en plus tributaire de la sécurité des autres. Les forces de la mondialisation, le développement technologique et l'ampleur de l'activité humaine accentuent plus que jamais notre interdépendance

---

à l'égard du reste du monde. Il nous faut traiter les questions de sécurité d'une façon intégrée et utiliser tous les instruments de politique étrangère à notre disposition.

- **La projection des valeurs et de la culture canadiennes est importante pour notre succès dans le monde.** Le gouvernement convient avec le Comité parlementaire mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada que « la politique étrangère du Canada doit célébrer et promouvoir la culture et le savoir canadiens comme moyen privilégié de favoriser nos intérêts dans les affaires internationales ».

La promotion efficace de nos valeurs—le respect des droits de la personne, la démocratie, la règle de droit et l'environnement—contribuera grandement à la sécurité internationale devant les nouvelles menaces posées à la stabilité. L'acceptation de ces valeurs à l'étranger contribuera à sauvegarder la qualité de vie au pays : le Canada ne pourrait s'isoler d'une communauté internationale faisant peu de cas des valeurs qui fondent notre identité.

La vitalité de notre culture est aussi essentielle à notre succès économique. Dans une économie mondiale davantage axée sur le savoir, la compétence des personnes, leur éducation, leur ingéniosité et leur capacité de s'adapter à différents environnements sociaux deviendront des éléments clés de notre positionnement sur la scène internationale. Notre système d'éducation, notre diversité culturelle et la croissance continue et dynamique de nos exportations de produits et de services culturels contribueront grandement à notre réussite au plan international.

**Le gouvernement entend poursuivre ces objectifs clés dans le cadre de politique mis de l'avant dans le présent énoncé. Tous les instruments du gouvernement, y compris les programmes de commerce international, de diplomatie et d'aide internationale, seront ciblés sur ces objectifs.**

Plus que jamais, il importe que les Canadiens participent largement au processus d'établissement de la politique étrangère. Le gouvernement veillera à dialoguer systématiquement avec les Canadiens sur tous les aspects de politique étrangère en organisant chaque année un forum sur la politique étrangère. Il s'inspirera de la série de consultations en cours pour créer un processus de consultation permanente et ouverte avec des groupes et personnes intéressés par les grandes questions internationales. Il établira aussi un mécanisme au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) pour la consultation, la recherche et l'information sur la politique étrangère et fera plus souvent appel au Parlement pour la préparation et la formulation des politiques.

---

## EXTRAITS : LES OBJECTIFS CLÉS DE NOTRE POLITIQUE ÉTANGÈRE

### LE CONTEXTE ÉVOLUTIF DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quatre tendances se dessinent dans le monde encore incertain et changeant de l'après-guerre froide :

- **premièrement**, l'influence résulte de plus en plus de la puissance économique;
- **deuxièmement**, les impératifs de la sécurité ont changé; même si les préoccupations traditionnelles demeurent - notamment quant au contrôle des armements -, nous sommes aujourd'hui confrontés à des sources nouvelles d'insécurité transnationale ou planétaire - comme la surpopulation, le sous-développement, la criminalité internationale et la dégradation de l'environnement - qui, toutes, peuvent mener à des conflits ou à un déclin de notre qualité de vie;
- **troisièmement**, la possibilité d'action des gouvernements - leur souveraineté - dans ce nouveau contexte international est en voie de changer :

les gouvernements connaissent de plus en plus de contraintes budgétaires;

le processus décisionnel doit tenir compte de l'accélération de l'intégration économique et, dans certains cas, politique entre les pays; et

la solution de bon nombre des problèmes actuels passe nécessairement par des stratégies coopératives à long terme, devant être laborieusement mises au point entre plusieurs pays ou institutions;

- **quatrièmement**, les défis qui se posent, les réponses à y donner et les possibilités qu'ils offrent ont de plus en plus un caractère mondial. La mondialisation affecte aussi bien l'économie que la sécurité et la culture. Les États d'efforcent de trouver le bon équilibre entre l'ouverture au monde et le maintien d'un certain degré de contrôle local qui répond aux besoins et aux demandes de leurs populations.

Ces tendances font que l'élaboration de la politique étrangère est plus complexe qu'auparavant et que les pays, tout en reconnaissant l'importance des relations bilatérales et multilatérales existantes, doivent examiner les possibilités de promouvoir leurs objectifs par le biais de nouvelles relations.

---

Le Canada a de bons atouts parce qu'il peut s'inspirer de sa tradition d'ouverture au monde, de sa participation à des groupements internationaux clés, de sa diversité culturelle et de sa réputation d'engagement international impartial et constructif. Le gouvernement exercera de façon responsable l'influence que ces atouts donnent au Canada.

---

## LA PROMOTION DE LA PROSPÉRITÉ ET DE L'EMPLOI

Nous continuerons d'aider les Canadiens à exploiter les possibilités à l'étranger et à contribuer au renforcement de la prospérité mondiale, ce qui est à l'avantage de tous.

Le gouvernement s'emploiera :

- à renforcer la libéralisation, l'équité et la prévisibilité des règles régissant le commerce et l'investissement, y compris dans le cadre de l'OMC sur des questions telles que la compatibilité des obligations commerciales et environnementales;
- à assurer une saine gestion de la relation entre le Canada et les États-Unis, notamment en veillant à approfondir et à élargir l'ALENA;
- à accroître le nombre de nos partenaires du libre-échange pour améliorer notre accès aux marchés, par exemple en favorisant l'élargissement de l'ALENA et en cherchant à intégrer dans l'OMC de grandes économies comme la Russie et la Chine;
- à réexaminer les institutions économiques internationales, afin de les aider à s'adapter à l'évolution de la situation; la présidence du G-7, qui échoit au Canada cette année, sera une excellente occasion de faire avancer la discussion sur ce point;
- à optimiser les rapports entre les règles internationales pour assurer la gestion durable de l'environnement et de l'économie, par exemple en favorisant la gestion durable des ressources halieutiques de la haute mer et en amplifiant la coopération dans l'Arctique;
- à intégrer davantage les pays en développement dans le système économique mondial, en encourageant la levée des restrictions à l'importation dans les pays industrialisés et la prise de mesures d'allègement de la dette;
- à soutenir les entreprises canadiennes dans leurs efforts pour tirer parti des débouchés qui s'offrent dans le monde :
  - en les aidant à accroître leur participation internationale grâce à une meilleure « préparation à l'exportation »;
  - en les aidant à trouver de nouveaux débouchés à l'étranger, notamment dans la région Asie-Pacifique et en Amérique latine où des ressources du MAÉCI disponibles ailleurs seront réassignées;



- 
- en attirant l'investissement étranger par la mise en rapport des PME canadiennes avec des partenaires des milieux d'investissement internationaux; et
  - en établissant des partenariats avec les provinces et le secteur privé par la mise en place de mécanismes consultatifs.

---

## **LA PROTECTION DE NOTRE SÉCURITÉ DANS UN CADRE GLOBAL STABLE**

Il est devenu plus compliqué d'assurer notre sécurité, car nous saisissons mieux aujourd'hui l'ampleur du défi. Protéger notre sécurité, c'est comprendre, d'une part, que l'instabilité nuit à notre prospérité et, d'autre part, que le désir d'aider les autres à instaurer la paix reflète certaines des valeurs les plus profondément ancrées au cœur de tous les Canadiens. Il est donc essentiel que nous ayons une **politique mondiale**, dans la mesure de nos moyens.

Des menaces militaires pèsent certes sur notre sécurité, mais nous sommes aussi confrontés à d'autres problèmes, d'ordre planétaire. Certains de ces enjeux globaux nous touchent directement, d'autres provoquent des crises dont nous ressentons les effets, d'autres encore menacent notre sécurité économique en dévalorisant, par exemple, nos normes relatives au travail. Nous devons rassembler tous nos instruments de politique étrangère et favoriser la coopération internationale si nous voulons être vraiment sûrs de garantir non seulement la sécurité des pays, mais aussi la sécurité économique, sociale et politique des personnes.

**Les instruments visant à renforcer la sécurité** devront insister sur la prévention des conflits, notamment par la réalisation du développement durable. Nous devons aider les institutions à exercer des rôles nouveaux en faveur de la paix. Il nous faudra toutefois nous montrer fermes dans notre approche; les institutions devront aboutir à des résultats qui concordent avec les trois grands objectifs définis dans l'Énoncé :

- Au niveau mondial, le gouvernement aidera l'ONU à améliorer son fonctionnement. Nous avons proposé à l'Assemblée générale des mesures visant à rendre l'organisation plus efficace. Le Canada mène, entre autres initiatives, une étude internationale devant déboucher sur des propositions en vue de doter l'ONU d'une capacité d'intervention rapide.
- Le Canada est pleinement engagé à l'échelon régional. Les organisations régionales peuvent utilement alléger le fardeau de l'ONU pour ce qui est du maintien de la paix, et elles présentent un avantage comparatif sur leur propre terrain.

### **Dans notre hémisphère :**

- la relation de défense avec les États-Unis est fondamentale; nous attendons avec intérêt le renouvellement de NORAD en 1996;

- 
- pour ce qui est de l'**Arctique**, notre ambassadeur aux affaires circumpolaires permettra de concentrer davantage l'attention sur les menaces non traditionnelles qui pèsent sur cette région;
  - enfin, nous collaborons avec l'**OEA** à l'établissement de structures pour la prévention des conflits.

En **Europe**, la fermeté de notre engagement est démontrée par nos contributions à l'**OTAN**, à l'**OSCE** (dont la fourniture d'une unité de planification à la mission de maintien de la paix au Nagorny-Karabakh), et à la force de l'**ONU** dans l'ancienne Yougoslavie.

Dans la région **Asie-Pacifique**, nous faisons avancer nos intérêts de sécurité dans le cadre du Forum régional de l'**ASEAN (FRA)** et en élargissant le **dialogue de sécurité** avec des partenaires tels que le Japon et les pays de l'**ASEAN**.

Au **Moyen-Orient**, nous encourageons la mise en place de régimes propres à renforcer la confiance. Enfin, pour ce qui concerne l'**Afrique**, nous aidons l'**OUA** à se doter d'une capacité de règlement des conflits, tout en menant des activités connexes au sein du **Commonwealth** et de la **Francophonie**.

- **La non-prolifération nucléaire et le contrôle des armements** sont plus importants que jamais.
- **Les armes nucléaires** elles-mêmes et leur prolifération constituent une grave menace. Le Canada attache la plus haute importance à la prorogation inconditionnelle et indéfinie du TNP. Nous collaborons aussi avec d'autres pays en vue de mieux contrôler les armes chimiques et biologiques, notamment par une vérification plus efficace.
- Pour ce qui est des armes conventionnelles, nous cherchons à renforcer la convention sur les mines terrestres et le Registre des armes classiques de l'**ONU**. Grâce à nos contrôles à l'exportation, nous continuerons de refuser des licences pour l'exportation d'armes pouvant servir à violer les droits de la personne ou à attiser des hostilités. Enfin, nous voulons susciter une action concertée pour régler le problème des gouvernements dont les dépenses vont aux armements plutôt qu'au développement national. À cette fin, le Canada appuiera la démobilisation des militaires et leur conversion à des rôles civils, pour aider les sociétés désireuses de réduire leurs dépenses militaires.

---

## LA PROJECTION DES VALEURS ET DE LA CULTURE CANADIENNES

La promotion de nos valeurs et de notre culture renforce nos autres objectifs : l'acceptation de valeurs telles que le respect de la démocratie, des droits de la personne et de l'environnement contribue en effet à renforcer la stabilité, laquelle est le préalable de la prospérité. Mais elle répond aussi à la conviction qu'ont les Canadiens d'avoir apporté une importante contribution à la gestion du monde et de devoir continuer à le faire.

Voici les grandes valeurs que le gouvernement continuera de promouvoir sur la scène internationale :

- le respect des droits de la personne, notamment les droits des femmes et des enfants, en tenant compte de l'importance d'user autant que possible de moyens positifs pour amener les autres pays à s'ouvrir à nos valeurs;
- la démocratie, notamment en assurant la surveillance d'élections dans le cadre d'associations telles que la Francophonie ou le Commonwealth et en soutenant les structures juridiques et institutionnelles sur lesquelles repose la société civile;
- la primauté du droit, notamment en faisant en sorte que le système d'échanges soit régi par des règles claires et transparentes et que le contrôle des armements et des conflits soit assuré grâce à des régimes de réglementation;
- le développement durable, en faisant intervenir tous nos instruments de politique étrangère, de manière à faire soigneusement la balance des considérations touchant le commerce, le développement et l'environnement.

Le gouvernement entend aussi faire de la **culture canadienne** et de son affirmation dans le monde l'un des piliers de la politique étrangère, non seulement parce que la culture, y compris les activités scientifiques et éducatives, contribue de façon importante à notre économie, mais aussi parce que nos industries culturelles font connaître à l'étranger les caractéristiques qui font l'unicité du Canada, soit son caractère à la fois multiculturel, bilingue et autochtone, et l'immensité de son territoire. À cette fin, le gouvernement compte notamment :

- étudier les recommandations du Comité parlementaire mixte spécial visant l'application d'une stratégie culturelle internationale;

- 
- gardant à l'esprit les contraintes budgétaires, collaborer avec des partenaires canadiens en vue de faire connaître à l'étranger nos atouts en matière de culture et d'éducation; et
  - demeurer vigilant afin de protéger et de promouvoir la capacité de nos importantes industries culturelles à s'épanouir dans le monde.

---

## L'AIDE INTERNATIONALE

L'aide est un instrument vital pour la réalisation de nos trois grands objectifs de politique étrangère. Elle permet de renforcer la prospérité et de faire accepter des valeurs canadiennes clés - comme le respect de la démocratie, des droits de la personne et de l'environnement -, qui favorisent la stabilité indispensable à notre sécurité.

Le cadre de l'aide publique au développement (APD) s'articulera comme suit :

- Clarifier le mandat de l'APD :

L'objectif du programme d'APD du Canada consiste à soutenir le développement durable dans les pays du tiers monde afin de réduire la pauvreté et de contribuer à l'instauration d'un monde plus sûr, plus équitable et plus prospère.

Notre programme d'APD se concentrera sur six priorités :

- les besoins humains essentiels; les femmes dans le développement; les services d'infrastructure; les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement; le développement du secteur privé; et l'environnement.

Le Canada consacrera 25 % de son APD aux besoins humains essentiels;

L'APD visera des pays clés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, la majeure partie allant à l'Afrique. Les pays à faible revenu auront la priorité.

Le gouvernement reste déterminé à faire progresser son APD vers l'objectif de 0,7 % du PIB lorsque la situation financière du Canada le permettra.

- Nous renforcerons les partenariats avec les Canadiens, les partenaires internationaux et les pays en développement.
- Nous améliorons l'efficacité en cette période de contraintes budgétaires, en donnant plus de cohésion aux programmes, en se concentrant sur un nombre limité de pays et en adoptant des lignes directrices pour l'établissement des programmes.

---

**Nous continuerons de soutenir l'Europe centrale et orientale et l'ancienne Union soviétique, mais non au détriment des priorités de l'APD. Pour assurer une efficacité maximale, le programme sera réorganisé de manière à en confier l'exécution à l'ACDI tout en laissant au MAECI la responsabilité de l'établissement des politiques.**

**Pour que les résultats soient plus visibles, le Budget des dépenses sera davantage axé sur les réalisations, et les évaluations de projets seront plus largement diffusées.**

**Pour maximiser les économies et la cohésion, l'ACDI et le MAECI chercheront à rationaliser leurs services.**

---

## L'AVENIR

- Le gouvernement est résolu à continuer dans la voie d'un processus faisant davantage appel aux consultations auprès des Canadiens. À cette fin, il entend :
  - organiser tous les ans un Forum national sur les relations internationales du Canada (le prochain se tiendra à Toronto au printemps);
  - en s'inspirant du modèle établi pour les consultations sur les droits de la personne et en matière commerciale (CCCE/GCSCE), institutionnaliser le processus en établissant une série de consultations avec d'autres intervenants canadiens s'intéressant aux questions internationales clés;
  - instituer au sein du MAECI un nouveau mécanisme pour la consultation, la recherche et la communication;
  - élargir le rôle du Parlement, en demandant davantage conseil aux comités permanents sur la politique étrangère et en poursuivant la pratique des débats relativement aux grandes questions internationales; et
  - collaborer de près avec les provinces et d'autres paliers de gouvernement sur les questions qui les intéressent, et faire davantage appel aux avis d'experts.
- Le gouvernement veillera aussi à mieux adapter le Service extérieur à l'évolution du contexte, et notamment à l'intensification des contraintes financières. Des mesures novatrices seront appliquées à cette fin, dont un recours accru à la technologie pour réduire les coûts des missions à l'étranger et assurer la viabilité des « mini-missions », rationaliser les pratiques administratives, colocaliser des missions et assouplir le déploiement des ressources de manière à privilégier la promotion du commerce extérieur.
  - Enfin, pour mieux relever les nouveaux défis qui se posent à la stabilité et à la sécurité internationales, le gouvernement entend :
    - améliorer la coordination entre le MAECI et l'ACDI, en rationalisant les opérations lorsqu'il y a lieu; et
    - apporter plus de cohésion à notre façon d'aborder les questions d'ordre planétaire en créant au MAECI une Direction générale des Enjeux globaux, qui relèvera d'un sous-ministre adjoint, lequel sera également chargé des relations culturelles internationales.



*INTERNATIONAL*

---

# Canada in the World

---

**Government Statement:  
Summary and Excerpts**



doc  
CA1  
EA  
95G57s  
EXF  
c. 2

---

**nada**

---

## CANADA IN THE WORLD: SUMMARY

The world is changing rapidly. Influence depends increasingly on the strength of economic relations, while security issues, some of a new order, continue to challenge us. The measure of our success in this world will be our ability as a society to effectively focus our international efforts in a spirit of shared enterprise.

- Canada occupies a position of leadership among the open, advanced societies which are becoming increasingly influential as world power is dispersing and becoming more defined in economic terms.
- Canada's geographic location gives it an important advantage as new poles of political and economic power emerge in the Pacific and Latin America.
- Canada's cultural heritage gives it privileged access to the anglophone and francophone worlds as well as to the homelands of Canadians drawn from every part of the globe who make up its multicultural personality.
- Canada can further its global interests better than any other country through its active membership in key international groupings, for example, hosting the G-7 Summit this year and the APEC Summit in 1997.
- Canada's history as a non-colonizing power, champion of constructive multilateralism and effective international mediator, underpins an important and distinctive role among nations as they seek to build a new and better order.

Canada, thus, is in a privileged position to influence change and to benefit from opportunities as we move toward the end of the twentieth century. The Government will exercise that influence responsibly to protect and promote Canada's values and interests in the world

Based on country-wide consultations, it is clear that Canadians want to remain actively involved in the world, although they recognize the financial constraints we face. In response to Canadians' aspirations and to meet the challenges of an evolving world, the Government will pursue foreign policy to achieve three key objectives:

- **THE PROMOTION OF PROSPERITY AND EMPLOYMENT;**
- **THE PROTECTION OF OUR SECURITY, WITHIN A STABLE GLOBAL FRAMEWORK; AND**
- **THE PROJECTION OF CANADIAN VALUES AND CULTURE.**

---

These objectives are *interrelated and mutually reinforcing*. They will guide decisions on priorities and on the allocation of resources.

- **The promotion of prosperity and employment is at the heart of the Government's agenda.** International markets present tremendous opportunities for Canadians: we can compete with the best in the world. In order to assist Canadians to do so, the Government will work to build a supportive domestic economic policy framework; to gain access for our goods and services abroad; to reinforce an open, fair and predictable set of rules governing international trade and investment; and to provide means to ensure that Canadian firms are able to take advantage of opportunities abroad.

The Government will also work to reinforce global prosperity. When other parts of the world prosper, we benefit in many ways. Prosperity helps to anchor international stability and enables progress towards sustainable development. More prosperous people are able to maintain more mature and mutually beneficial economic partnerships with Canada, becoming increasingly open to our values and thus more active partners in building the international system.

- **The promotion of global peace as the key to protecting our security remains a central element of our foreign policy.** Stability and security are prerequisites for economic growth and development. However, the threats to security now are more complex than before. A whole range of issues that transcend borders - including mass migration, crime, disease, environmental degradation, overpopulation, and underdevelopment - have peace and security implications at the regional or global level.

Our own security, including our economic security, is increasingly dependent on the security of others. More than ever, the forces of globalization, technological development, and the scale of human activity, reinforce our fundamental interdependence with the rest of the world. We need to address security issues in an integrated fashion and to draw on all available foreign policy instruments.

- **The projection of Canadian values and culture is important to our success in the world.** The Government agrees with the Special Joint Parliamentary Committee Reviewing Canadian Foreign Policy that: "Canadian foreign policy should celebrate and promote Canadian culture and learning as an important way of advancing our interests in international affairs."

Successful promotion of our values - respect for human rights, democracy, the rule of law, and the environment - will make an

---

important contribution to international security in the face of new threats to stability. Acceptance of such values abroad will help safeguard the quality of life at home: Canada is not an island able to resist a world community that devalued beliefs central to our identity.

Vitality of our culture is also essential to our economic success. In the new knowledge-based world economy, the skills of people, their education, ingenuity and social adaptability, will become key elements of international advantage. Our educational system, cultural diversity and continued dynamic growth in exports of cultural products and services will contribute significantly to our international achievement.

**The Government intends to pursue these key objectives in the policy framework set out in this Statement. They will be the focus for the full span of the Government's instruments, including the programs of international trade, diplomacy, and international assistance.**

More than ever before, it is important that foreign policy making broadly involves Canadians. The Government will ensure that it engages Canadians in all aspects of foreign policy on a systematic basis by conducting an annual foreign policy forum. We will build on our existing series of consultations to create a permanent and open consultation process with groups and individuals interested in key international topics. We will also establish a mechanism within the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) for policy consultation, research and outreach, and will turn increasingly to Parliament for policy formulation and advice.

**The Government is committed to ensuring that Canada will continue to do its fair share for the world, maintaining our proud and uniquely Canadian contribution to global governance and prosperity.**

---

## EXCERPTS: KEY OBJECTIVES OF FOREIGN POLICY

### THE EVOLVING FOREIGN CONTEXT POLICY

Four trends stand out in the still uncertain and evolving post-Cold War world:

- **First**, influence is increasingly the product of economic strength;
- **Second**, although traditional security concerns remain - including arms control issues - assuring our security now means that we must broaden the focus to non-traditional sources of transnational or global insecurity such as overpopulation, underdevelopment, international crime, and environmental degradation, all of which can lead to conflict or a decline in our quality of life.
- **Third**, the ability of individual governments to address issues - their sovereignty - in this international context is changing:

governments are increasingly constrained fiscally;

decision-making must take into account the rapidly growing economic and, in some cases, political, integration among countries; and

many of the current challenges can only be met through cooperative, long-term strategies which must be painstakingly worked out among a number of countries or institutions.

- **Fourth**, more and more, the challenges, the responses to them, and the opportunities they present, are global. Globalization is affecting economies, security, and cultural matters. States are trying to find the right balance between openness to the world and a degree of local control that responds to their populations' needs and demands.

These trends mean that foreign policy-making is more complex than before and that countries, while recognizing the importance of exiting bilateral and multilateral relationships, must examine the possibilities of new relationships to further their objectives.

Canada is well-positioned because it can build on traditions of openness to the world, participation in key international groups, its cultural diversity and its reputation for impartial and constructive international engagement. The Government will responsibly exercise the influence which these strengths give to Canada.

---

## **THE PROMOTION OF PROSPERITY AND EMPLOYMENT**

We will continue to help Canadians take advantage of the opportunities abroad and assist in building global prosperity which benefits everyone.

The Government will take steps to:

- reinforce open, fair and predictable trade and investment rules, including in the World Trade Organization (WTO) on issues such as the compatibility of trade and environmental obligations.
- soundly manage the key US/Canada relationship, including through deepening and broadening the North American Free Trade Agreement (NAFTA).
- add new free trade partners to improve our market access, by, for example, encouraging an expansion of NAFTA, and working to include in the WTO major economies such as Russia and China.
- review international economic institutions to help them adapt to changed conditions. Canada's chairmanship of the Group of Seven leading industrial democracies (G-7) Summit this year will provide an important means to further this discussion.
- ensure a positive relationship between international rules to sustainably manage the environment and the economy by, for example, promoting sustainable high seas fishery management and expanding Arctic cooperation.
- bring the developing world more fully into the international economic system by promoting liberalization of import restrictions in the developed world and by debt relief.
- assist Canadian firms to take advantage of international business opportunities by:
  - increasing international participation by improving their "export readiness";
  - helping them find new markets, including in Asia-Pacific and Latin America where new trade offices will be opened;
  - attracting international investment by introducing Canadian Small and Medium Enterprises (SME's) to international investment partners; and
  - building partnerships with the provinces and private sector through consultative mechanisms.

---

## THE PROTECTION OF OUR SECURITY, WITHIN A STABLE GLOBAL FRAMEWORK

Protecting security has become more complex as our understanding of the challenges has expanded. Security must take into account that our prosperity is harmed by instability and that helping others build peace reflects some of the most deeply held, widely shared Canadian values. It is essential that, within our means, we have a **global policy**.

Security challenges are posed by military threats, but also by global issues. Some global issues directly affect us, some produce crises with effects felt in Canada, and others affect our economic security as our labour or other standards are undercut. We must marshal all our foreign policy instruments, and promote international cooperation, to better ensure that, in addition to the security of countries, the economic, social and political security of the individual is also protected.

**The instruments for building security** should stress conflict prevention, including through sustainable development. Institutions must be helped to take on new roles in support of peace. We must be tough-minded in our approach, however - institutions must produce results consistent with the three main objectives set out in the Statement:

- At the global level, the Government will **help the UN work better**. At the General Assembly, we put forward measures to make the organization more effective. Canada is, among other initiatives, leading an international study which will propose options for a UN rapid reaction capability.
- Canada is fully engaged regionally. **Regional organizations** can help relieve pressure on the UN in peacekeeping, and have comparative advantages in their own areas.

### **In our hemisphere:**

- the defence relationship with the **US** is fundamental: we look forward to North American Aerospace Defence (NORAD) Agreement renewal in 1996.
- In the **Arctic**, our new Circumpolar Ambassador will increase the focus on non-traditional threats.
- We are working in the **Organization of American States (OAS)** to develop frameworks for conflict prevention.

---

In **Europe**, our continued engagement is demonstrated by contributions to the **North Atlantic Treaty Organization (NATO)**, the **Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE)** (including the contribution of a planning unit to the Nagorno-Karabakh peacekeeping operation), and our UN troops in the former Yugoslavia.

In **Asia-Pacific**, we are pursuing our security interests through the new Association of South-East Asian Nations (ASEAN) Regional Forum (ARF) and by expanding the security dialogue with countries such as Japan and the ASEAN nations.

We are encouraging confidence-building regimes in the **Middle East** and, in **Africa**, we are helping the **Organization of African Unity (OAU)** develop conflict resolution capacity while undertaking related activities in the **Francophonie** and **Commonwealth**.

- **Nuclear non-proliferation and arms control** are more important than ever.
- **Nuclear weapons** themselves and their proliferation are a grave threat. Canada attaches the highest priority to the indefinite and unconditional extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT). We are also working with other countries to better control chemical and biological weapons, especially through more effective verification.
- For **conventional weapons**, we aim to strengthen the convention on landmines and the UN Arms Registry. Our export controls will continue to deny export permits where arms could be used to abuse human rights or fan hostilities. We seek concerted action to deal with the problem of governments which spend money on arms rather than on their national development. To this end, Canada will support demobilization and retraining of military personnel for civilian roles to assist societies committed to reducing military spending.



---

## PROJECTING CANADIAN VALUES AND CULTURE

Our values and culture are important in themselves; they also reinforce our other objectives. Acceptance of values such as respect for democracy, human rights and the environment will help build stability which, in turn, is the pre-condition for prosperity. Promoting our values and culture also responds to Canadians' belief that we have made and must continue to make an important contribution to the world's governance.

Key values which the Government will continue to promote abroad are:

- respect for human rights, including support for the rights of women and children, through an approach which recognizes the importance of opening countries to our values through positive levers as much as possible.
- democracy, including the monitoring of elections through organizations such as the Francophonie and the Commonwealth, and support to the legal and institutional structure which nurtures a civil society.
- rule of law, including working to ensure that clear and transparent rules govern the trading system, and that rules- based regimes control arms and conflict.
- sustainable development, through all our foreign policy instruments, to ensure a careful balancing of trade, development and environmental considerations.

The Government will also assert abroad **Canadian culture** as a pillar of our foreign policy, not only because culture, including scientific and educational activities, is a major contributor to our economy, but also because Canadian culture expresses internationally the uniqueness of our country: its multicultural, bilingual and aboriginal character and its vast geography. To this end, the Government, among other things, will:

- examine the Special Joint Parliamentary Committee Report's recommendations concerning an international cultural strategy;
- bearing in mind fiscal constraints, work with Canadian partners to publicize our cultural and educational assets abroad.
- remain vigilant in protecting and promoting the capacity of our important cultural industries to flourish in the global environment.

---

## INTERNATIONAL ASSISTANCE

This is an instrument vital to supporting our three key objectives. It can help build prosperity and encourage acceptance of key Canadian values - such as respect for democracy, human rights, the environment - which promotes the global stability that our security demands.

**A framework for Official Development Assistance (ODA) will consist of:**

- **A clearer mandate for ODA:**

The purpose of Canada's ODA is to support sustainable development in developing countries to reduce poverty and contribute to a more secure, equitable and prosperous world.

**Our ODA will focus on six program priorities:**

- **basic human needs; women in development; infrastructure services; human rights, democracy and good governance; private sector development; and the environment.**

Canada will commit 25 % of its ODA to basic human needs.

ODA will target key countries in Africa, Asia and the Americas, with the highest share going to Africa. Most of Canadian ODA will go to low-income countries.

The Government remains committed to making progress to the ODA target of 0.7 % of GNP when Canada's fiscal situation permits.

- A commitment to **strengthening partnerships** with Canadians, international partners and developing countries.
- Improving effectiveness in a time of fiscal constraint by strengthening program coherence, focusing on a limited number of countries, and adopting programming guidelines.

Support for **Central and Eastern Europe and the former Soviet Union** will continue, though not at the expense of ODA priorities. To maximize effectiveness, a reorganization will be undertaken, giving the Canadian International Development Agency (CIDA) responsibility for delivery of the program, while leaving policy direction with DFAIT.

---

## THE PATH AHEAD

- The Government is committed to continuing a more consultative process with Canadians. We will:
  - conduct an annual National Forum on Canada's International Relations (the next to be held in Toronto this spring);
  - based on the model of our human rights and business consultations, take this process further by institutionalizing a new series of consultations with other Canadians interested in key international issues;
  - create a new mechanism within DFAIT for consultation, research and outreach;
  - expand Parliament's role by turning increasingly to the standing committees for foreign policy advice and continuing the practice of debates on major foreign policy issues; and
  - work closely with provincial and other levels of government on issues of interest to them, and draw more on expert opinion.
- The Government will take steps to make the Foreign Service better suited to the changing context, including increasing fiscal constraints. Innovative measures will be employed, such as using more technology to lower the costs of missions and make mini-missions viable, streamline administrative practices, co-locate missions, and deploy resources flexibly to assist international business promotion.
- To better manage the new challenges to international stability and security, the Government will:
  - improve coordination between DFAIT and CIDA, rationalizing operations where warranted; and
  - bring more coherence to the way in which we address global issues by establishing within DFAIT a Bureau for Global Issues, reporting to an Assistant Deputy Minister who will also be responsible for international cultural relations.